



AFRIQUE/REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - Le gouvernement accuse les rebelles d'avoir repris les hostilités

Bangui (Agence Fides) – « Malgré les accords de Libreville du 11 janvier, la coalition Seleka continue son avancée » affirme un communiqué du Ministère de la Défense de la République centrafricaine, qui accuse les groupes rebelles d'avoir conquis la ville de Kembé (centre sud) sise dans la zone diamantifère. Après avoir pris la ville, les rebelles, selon les autorités de Bangui, se seraient livrés à des saccages et à des agressions à l'encontre des civils. Les accords de Libreville (Gabon), signés par le Président Bozizé et par les représentants de la Seleka, une coalition de différents groupes de guérilla, prévoient un cessez-le-feu et la création d'un gouvernement d'union nationale (voir Fides 19/01/2013).

Dans le pays, continuent à être présents différents contingents militaires étrangers. Alors que la France a annoncé avoir l'intention de réduire la présence de ses troupes déployées à Bangui – qui passeront de 600 à 200 militaires environ – sont également présentes en République centrafricaine les Forces africaines d'interposition (FOMAC) qui passeront quant à elles de 780 à 900 militaires et les forces sud-africaines soit environ 250 militaires déployés dans la capitale, ainsi qu'un contingent ougandais accompagné de conseillers militaires américains poursuit la recherche des guérilleros de la LRA (Armée de résistance du Seigneur). Le 18 janvier, dans l'est de la République centrafricaine, à proximité de la frontière avec le Soudan du Sud, les militaires ougandais ont tué le principal garde du corps de Joseph Kony, le responsable de la LRA. (L.M.) (Agence Fides 23/01/2013)